

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2016



EMPLOI | FORMATION | ALTERNANCE | SERVICE CIVIQUE | FORUMS
EMA | GARANTIE JEUNES | RSA | MOBILITÉ | LOGEMENT | SANTÉ

ÉDITO

Au moment du bilan de l'année 2016, nous ne pouvons, au regard des résultats, que nous féliciter d'avoir, avec toutes les incertitudes que cela comportait, su investir en moyens humains et aussi financiers pour accueillir et accompagner les 160 jeunes inscrits sur le nouveau dispositif, la Garantie Jeunes.

De tous les dispositifs mis en œuvre actuellement, il est certainement, si ce n'est le plus pertinent, en tout cas le plus global pour amener les jeunes à s'insérer positivement dans la société.

Sortir de l'isolement grâce au travail en groupe, reprendre confiance en soi par l'équitation comportementale, lever tous les freins avec l'aide de nos partenaires qui traitent des problématiques de santé, de logement, de mobilité, de citoyenneté...

Enfin grâce à cette prise en charge globale, une grande majorité de ces jeunes partis de loin sont désormais prêts à

L'année 2016 était sous l'influence de la progression des politiques publiques avec pour conséquence une diminution significative du nombre de jeunes en premier accueil : 643 en 2016 pour 741 en 2105 soit 13%.

Ce sont **1636 jeunes** qui ont pu être accueillis au cours de l'année sur l'ensemble du territoire de notre Mission Locale.

LE MOT DU DIRECTEUR

Selon les chiffres officiels émanant de Pôle emploi, le taux de chômage des 16/25 ans est en diminution -0,9%. Ils sont de -4,3% pour le département. Nous restons toutefois malheureusement dans un contexte de sur-chômage des jeunes.

La parité homme/femme est respectée sans que ce résultat soit le fruit d'une volonté institutionnelle.

Nous restons en présence de jeunes peu ou faiblement qualifiés (62%) avec en 2016 une augmentation des jeunes 16/18 ans décrocheurs, en rupture scolaire quelquefois sociale et familiale.

La difficulté des jeunes usagers reste largement centrée sur l'accès à l'emploi. En effet, au regard de leurs qualifications, de leurs expériences professionnelles et de leurs difficultés connexes (logement,

mobilité, santé, maîtrise numérique) la concrétisation d'un emploi durable reste difficile.

Le contexte économique local bénéficie d'une réelle relance, des emplois sont créés dans les domaines de la viticulture, du commerce ou de l'industrie, tout comme celui du service à la personne.

Le paradoxe est que certaines offres ne trouvent pas preneur. Cette situation peut quelquefois mettre en difficulté les entreprises en phase de développement. Même si les entreprises restent attachées au diplôme, les compétences non cognitives (motivation, aisance relationnelle, capacité d'adaptation) sont déterminantes à l'entrée dans l'emploi. Nous en voulons pour preuve la réussite des **PMSMP** qui, dans 40% des cas, débouchent sur une proposition de contrat de travail ou de formation en alternance. Cette relation sans engagement, uniquement, basée sur l'orientation et la découverte d'un métier, d'un secteur d'activité, laisse une grande place à « l'humain » et à la confiance. L'activité 2016 aura vu la montée en charge du dispositif Garantie Jeunes.

écrire une nouvelle page de leur vie, celle de leur projet professionnel, de leur projet de vie.

C'est grâce à l'effort de tous, équipe Mission Locale, entreprises, collectivités, institutions que nous arrivons à des résultats probants.

Merci à tous. Cette réussite montre, encore une fois, qu'en réunissant nos forces, nos moyens et nos compétences, nous avons su pour ces jeunes, ouvrir les champs du possible et de l'espoir.

Martine Cantury
Présidente



JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
5/01-Atelier Emploi d'avenir	9/02-Réunion FAF TT	11/03 et le 25/03-Atelier CV +LM	15/04-Atelier CV	09/05-Formation référent Apprentissage @gro'SAS	03/06-Jobs dating CFPPA Agro
20/01-Atelier CV	10/02-Forum des métiers au Lycée Jean Renoux de La Réole	04/03-Atelier apprentissage	29/04-Atelier LM	11/05-Atelier apprentissage (pour les jeunes scolarisés)	10/06-Atelier apprentissage
29/01-Atelier LM	11/02-Atelier Emploi d'avenir	09/03-Atelier Emploi d'avenir	5/04-CFPPA Bazas-Métiers de la forêt et agro-équipement	12/05-Atelier Emploi d'avenir	15/06-Jobs dating Apprentissage
	12/02-Atelier CV	16/03-Visite IME Lamothe Landerron à la MLSG	06/04-Zoom Métiers du commerce et de l'hôtellerie restauration	13/05-Visite du CFPPA Clairac-Métiers du BTP	16/06-Atelier Emploi d'avenir GJ
	19/02-Atelier apprentissage	18/03-Action de recrutement/Alternance Garonne	7/04-Jobs d'été avec Pôle emploi	13/05-Atelier CV	17/06-Atelier CV
	26/02-Atelier LM	23/03-Zoom Métiers du bâtiment	08/04-Atelier apprentissage	13/05-Mission patrimoine-Réunion de sensibilisation	23/06-Atelier Emploi d'avenir
		25/03-« Olympiades des métiers »	11/04-Atelier Emploi d'avenir	17/05-CFA LA RÉOLE	
		25/03-Services Civique International	15/04-Mission patrimoine Réunion de présentation	24/05-ico IFRIA Pôle Emploi	
		31/03-Forum viticole de Sauveterre de Guyenne	22/04-Atelier apprentissage	24/05-ico Bilan professionnel AFPA (Sortie EA)	
			28/04-ICO Expert Comptable	27/05-Atelier LM	

■ Emploi d'avenir
■ Atelier TRE
■ Forum
■ Alternance
■ Zoom métiers
■ Jobs d'été
■ Action de recrutement
■ EMA
■ Autres

CALENDRIER 2016

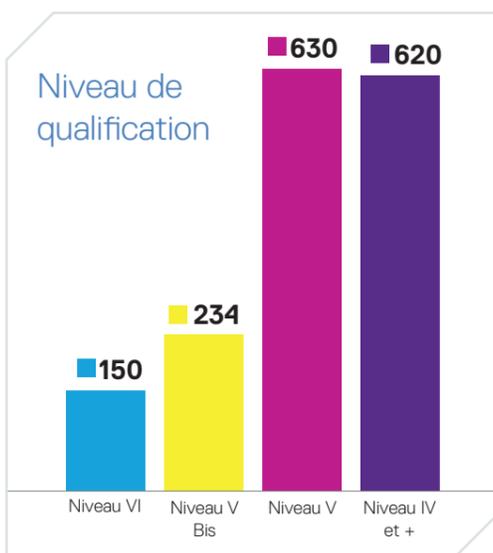
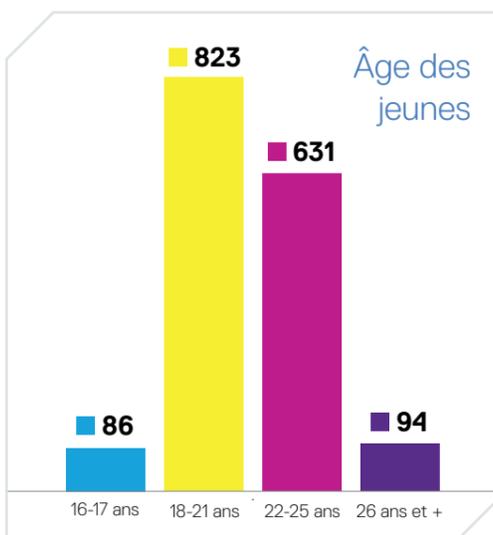
JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
06/07-Atelier CV	05/08-Atelier CV + LM	16/09-Atelier CV +LM	07/10-Atelier CV +LM	03/11-Atelier Emploi d'avenir	06/12-Atelier Emploi d'avenir
07/07-Atelier apprentissage	12/08-Atelier apprentissage	16/09-Atelier apprentissage	11/10-Recrutement Alternance Garonne	04/11-Forum Lycée Agrir	09/12-Réunion fin de bilan AFPA sortie EA
19/07-Réunion fin de bilan AFPA sortie EA	24/08-Visite entreprise Huwer Grand Sud-Ouest	19/09-Atelier Emploi d'avenir GJ	13/10-Forum de l'emploi	04/11-Atelier CV +LM	16/12-Forum Lycée Professionnel
22/07-Atelier apprentissage	26/08-Atelier apprentissage	22/09-Lycée Agrir		07/11-Chantier éducatif Blasimon	
		26/09-Réunion d'information Jeunes ASE		08/11-Zoom Métiers Viticulture EMA	
		29/09-Silver économie		17/11-Forum Viticole Cerons	

CHIFFRES CLÉS

1 922 jeunes ont eu une actualité dans l'année, 1 634 jeunes ont bénéficié d'un entretien individuel dont 643 sont venus pour la première fois.

PROFIL DES JEUNES

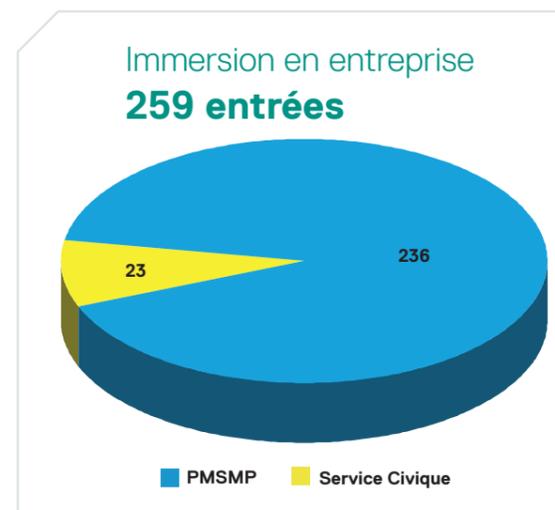
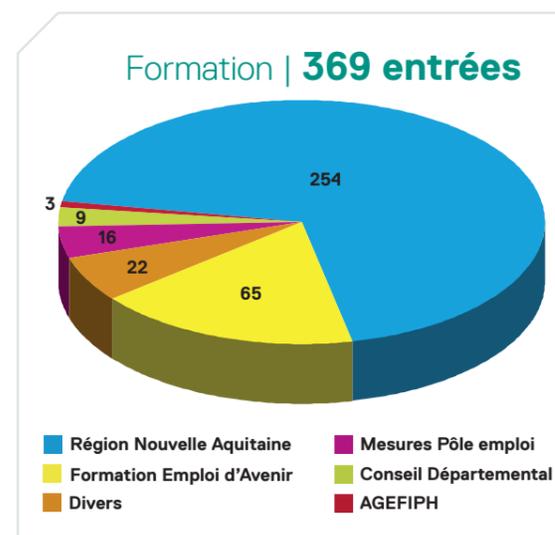
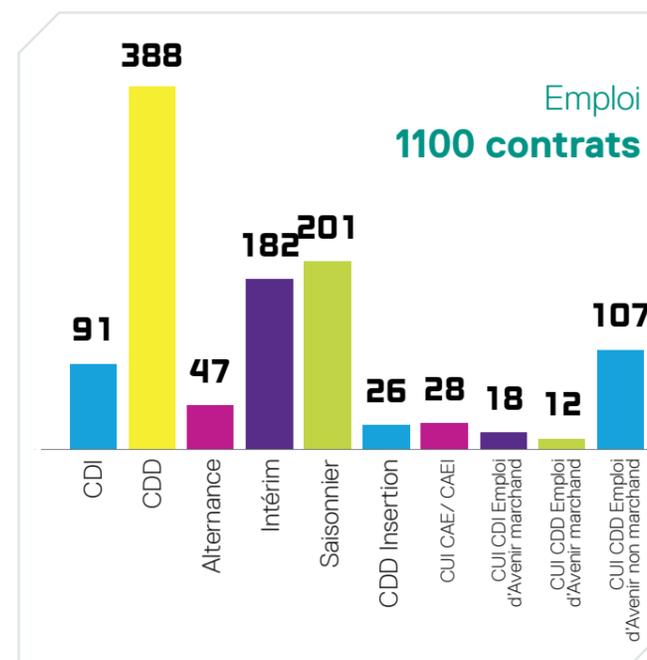
Hommes	Femmes
787	847
48%	52%



Communautés de communes	Jeunes suivis	dont 1 ^{er} accueil
CdC du Sud-Gironde	627	236
CdC des Côteaux Macariens	165	56
CdC du Réolais en Sud-Gironde	416	170
CdC du Bazadais	278	115
CdC du Sauveterrois	148	66
Total des Jeunes	1634	643



ENTRÉES DANS LES MESURES



OFFRE DE SERVICES ISSUE DE PARCOURS 3 ET I-MILO

Proposition et ensemble de l'offre de services favorisant l'accès à l'emploi, la formation, le projet professionnel, la citoyenneté, la santé, le logement.

Propositions	Nb de propositions	Nb de jeunes
Accès à l'emploi	6 882	1 369
Formation	2 247	427
Projet professionnel	4 106	1 164
Citoyenneté	1 748	427
Santé	1 140	351
Logement	451	261
Loisir, Sport, Culture	170	122

DISPOSITIFS ET ACTIONS SPÉCIFIQUES

Dispositifs/Actions	Nombre
CIVIS	31
PPAE	255
RSA	103
FDAJ/CAP'J	96

ESPACE EMPLOI

L'activité du service emploi de la Mission Locale est toujours aussi intense de par l'accompagnement des jeunes vers l'emploi que par les actions qu'il propose (information sur les métiers, les contrats de travail et le secteur économique, mise en relation des jeunes avec les recruteurs).

Des outils comme la **PMSMP** (période de mise en situation en milieu professionnel), permettent aux conseillers de confronter le jeune à l'entreprise, de découvrir un métier, de valider un projet ou d'initier un contrat de travail. Une augmentation significative de ces périodes est à noter en 2016 en raison de l'accompagnement des jeunes sur le dispositif « Garantie Jeunes ».

232 stages ont été réalisés contre 84 en 2015.

Ces immersions en entreprise ont permis la concrétisation de bon nombre de contrats de travail (alternance, CDD). Ils donnent aux jeunes la possibilité de montrer leur motivation et de valoriser leurs compétences.

■ CUI « Contrat d'Accompagnement à l'Emploi » CAE et « Contrat Initiative Emploi » CIE

L'aide de l'état pour le contrat d'accompagnement à l'emploi reste toujours attractive pour le secteur associatif et le secteur public. Ces contrats ont permis à ces secteurs de pourvoir leurs besoins en main d'œuvre malgré la diminution des budgets. L'accompagnement de ces structures dans leur recrutement (établissement de la fiche de poste, diffusion de l'offre auprès des jeunes, orientation de profils, actions de recrutement...) a permis la signature de 20 contrats CAE en 2016. Peu de signatures de CIE en 2016 avec les jeunes de la Mission Locale Sud-Gironde. A noter que les CIE signés ont été pérennisés.

■ Apprentissage

Alors que plusieurs campagnes de promotion de l'apprentissage ont été faites sur le plan national, nous constatons une baisse des demandes d'apprentissage de la part des jeunes, et une baisse des offres sur certains secteurs d'activités, notamment dans le commerce sur notre zone d'intervention. Le secteur public reste celui qui recrute le moins par l'alternance.

Pour un grand nombre d'employeurs, le recrutement des jeunes mineurs est privilégié car le coût est moindre. Il semble qu'une harmonisation des rémunérations et un accompagnement des entreprises sur les compétences recherchées, permettraient à ces employeurs de ne pas sélectionner les candidats en fonction de l'âge, mais bien en fonction de leurs besoins.

Le retour des employeurs concernant les ruptures de contrats en alternance font apparaître que, dans la plupart des cas, elles sont dues au comportement du jeune (les codes sociaux ne sont pas intégrés), et non à ses savoirs-faire.

@GRO SA'S

Est une convention signée entre le CDFA Agricole de la Gironde et la Mission Locale Sud-Gironde pour l'année 2016, dans le cadre de l'appel à projet d'@GRO'PASS. L'objectif de cette convention était l'orientation des jeunes NEET vers les métiers agricoles et viticoles, et l'accroissement du nombre d'entrées de ces jeunes en dispositif « Prépa » en vue d'une signature de contrat d'apprentissage.

En partenariat avec les CFA de La Réole, Bazas et Blanquefort, l'objectif visé a été atteint dans le nombre de jeunes

NEET orientés et le nombre de contrats d'apprentissage signés.

■ Contrat de professionnalisation

17 contrats ont été signés par les jeunes suivis à la MLSG. Nous noterons que la majorité de ces contrats sont signés dans le commerce, sur des niveaux V et IV. Un tiers de ces contrats a débouché sur des CDI.



▶ ACTIONS PHARES DE L'ANNÉE

La Mission Locale a proposé aux jeunes de multiples actions, dont 13 en faveur de l'apprentissage, 5 de recrutement, et 3 d'information sur les métiers en tension. Ces différentes actions ont permis à 214 jeunes de mieux connaître les secteurs d'activités du Sud-Gironde, la signature de 47 contrats en alternance et la rencontre avec des employeurs.

La poursuite de ces actions est indispensable, car malgré la facilité qu'ont les jeunes sur les nouveaux outils de communication, ils sont démunis quand il s'agit d'aller à la rencontre des chefs d'entreprise, d'aller chercher des informations sur les métiers ou de consulter les sites de recherche d'emploi.

Répondre aux offres d'emplois locales est un objectif difficile à atteindre, les jeunes ne correspondant pas toujours aux critères des recruteurs (qualifications, expériences, mobilité). Les actions qui permettent aux employeurs de rencontrer les jeunes directement semblent faire tomber certaines barrières. Il est dommage que peu d'employeurs participent à ces actions.

25 mars « Olympiades des métiers »

5 avril « Visite CFPPA de Bazas » visite du CFA et d'un chantier forestier

7 avril « Jobs d'été »

17 mai « Visite CFA La Réole » visite du CFA et d'une exploitation agricole avec élevage d'ovins

13 mai, 18 mars, 24 août et 11 octobre « Actions de recrutement »

15 juin « Jobdating apprentissage »

16 décembre « Forum Lycée des Métiers du Sud-Gironde » Présentation des services de la MLSG

▶ CHANTIERS DE BLASIMON

Les chantiers éducatifs de Blasimon à l'initiative de la commune, coordonnés par le Département, visaient à proposer 2 missions de 15 jours de remobilisation vers l'emploi pour des jeunes avec une problématique sociale importante. 4 postes étaient à pourvoir, 2 portaient sur la rénovation d'un local attenant à la cantine scolaire de Blasimon, 2 autres sur le ramassage de déchets dans la forêt de Rauzan.

Le recrutement a été effectué conjointement par la MLSG et Ici inter emploi. La municipalité a mis à disposition un agent technique pour l'encadrement de ces jeunes sur les chantiers.

Les participants retenus étaient tous identifiés et avaient bénéficié d'un suivi par la MLSG, plus ou moins récent.

La réalisation des 2 chantiers a pu être menée à son terme.

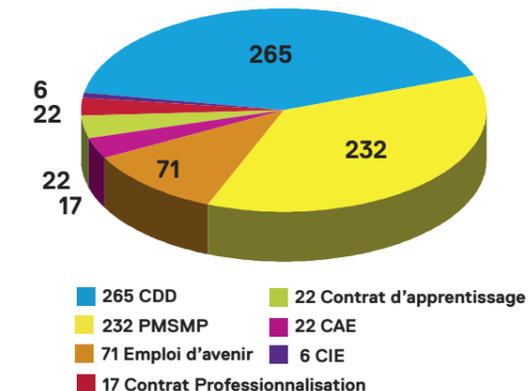
■ Bilan

1 jeune a intégré la Garantie Jeunes
1 jeune a pu être prescrit sur une formation de remise à niveau, avant d'envisager une action qualifiante dans le domaine forestier
1 jeune a été prescrit sur une action de pré-qualification aux métiers du bâtiment
1 jeune a intégré une action CQP animateur-périscolaire

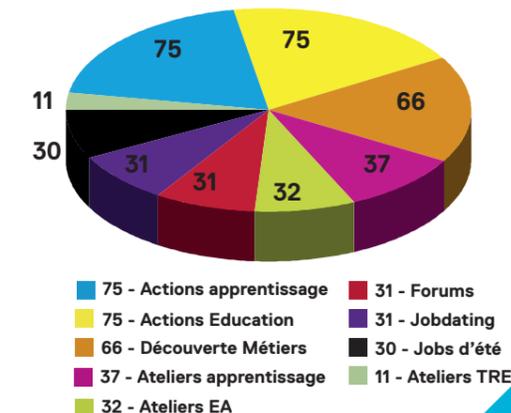
Pour chacun, ces chantiers ont été l'occasion de se mobiliser autour d'un projet utile et qui a nécessité de l'implication et du travail d'équipe.

Le suivi MLSG a été renforcé et parfois réactivé pour chacun des participants.

Contrats signés



Nombre de jeunes présents aux actions de l'Espace Emploi



EMPLOI D'AVENIR

Depuis le démarrage du dispositif, 343 mesures ont été instruites. La part des jeunes résidants en ZRR est de 40%.

92 jeunes sont sortis du parcours.
196 jeunes ont été suivis dans l'emploi en 2016 (dans 175 entreprises)

71 mesures initiales ont été mises en œuvre et 58 ont été renouvelées, soit un total de 129 mesures.

65% des mesures ont été signées avec le secteur non marchand (associations, collectivités, syndicats, autres établissements publics) en CDD.

Le secteur marchand pérennise directement les postes avec 68 % des mesures signées en CDI.

Les niveaux de qualification à l'entrée de la mesure restent dans le cœur de cible, 75% des mesures d'entre elles concernent les niveaux infra-V. Les mesures dérogatoires sont donc en nette augmentation depuis l'année dernière.

Les secteurs d'activités les plus représentés restent par ordre d'importance :

- les services à la personne et à la collectivité : 21 %
- l'animation, les loisirs et le tourisme : 20 %
- l'entretien des espaces verts et l'agriculture (viticulture), 16%
- la santé sur les postes d'agents des services hospitaliers, 13%.

Les engagements de formation définis à la signature de l'emploi d'avenir concernent prioritairement l'acquisition de nouvelles compétences par voie de formation interne ou externe et des formations d'adaptation au poste. 32 parcours de formation ont été mis en œuvre en 2016.

Les parcours de formation qualifiante restent minoritaires, 6 formations qualifiantes ont démarré en 2016, dont 3 BPJEPS.

La mesure est suffisamment connue du « grand public » pour que, spontanément, les employeurs identifient la Mission Locale comme lieu ressource.

Les Ateliers en direction des jeunes restent d'actualité, 8 ont été co-animés avec Pôle emploi, et 1 a été organisé de manière spécifique pour la Garantie Jeunes, soit 97 jeunes invités à s'outiller sur la mesure et à la promouvoir auprès des entreprises.

En 2016, des accompagnements de sortie de dispositif ont été instaurés. Il s'agit de simples points d'étape pour 70 % des jeunes dont les emplois sont pérennisés ou qui sont en formation. Pour les autres, il s'agit de mettre en œuvre un véritable travail de conseil en évolution professionnelle. Il pourra s'agir d'acquérir de nouvelles compétences afin de maintenir son employabilité, travailler un nouveau projet professionnel, réfléchir à la création d'entreprise, entamer un parcours VAE...

2 sessions de « Bilans Professionnels » assurées par **Afpa Transitions** ont été mises en œuvre, sans réel engouement de la part des jeunes. Seulement 5 jeunes ont bénéficié du parcours complet.

Ces bilans permettent une appropriation des contenus, du point de vue de la capitalisation des compétences, (la transférabilité des savoir-faire, la connaissance du tissu économique dans sa zone de mobilité...) afin de faciliter la poursuite du parcours.

Pour les 69 jeunes pour lesquels nous avons pu réaliser un bilan 3 mois après leur sortie de l'emploi d'avenir, 49 % sont en emploi dont 46.4 % sur de l'emploi durable (CDD de plus de 6 mois ou CDI) et 3 % des jeunes sont en formation.

Parmi les 92 mesures arrivées à leur terme, 13 concernent des demandeurs d'emploi de plus de 26 ans.

VISITE MINISTÉRIELLE

Le 25 novembre la Mission Locale Sud-Gironde recevait la Ministre du travail Madame Myriam El Khomri.

Autour des députés de la Gironde, Martine Faure et Gilles Savary, du maire de Langon, et de Gisèle Lamarque, Conseillère Régionale, la Présidente Martine Cantury entourée du Conseil d'Administration et de l'équipe a profité de cette occasion pour **donner la parole aux jeunes du dispositif Garantie Jeunes.**

Après un exposé d'Emilie Mazière, conseillère Garantie Jeunes, un tour de table a permis, au travers de divers témoignages, de mettre en exergue les atouts de ce dispositif.

Dans une atmosphère studieuse et détendue, la ministre a pu évoquer l'ensemble de la politique publique en direction de la jeunesse et les effets

attendus de celle-ci. Les jeunes ont exprimé leurs difficultés d'insertion dans un territoire fragile. Ils ont également été très positifs, s'appuyant sur la nouvelle dynamique que leur apporte le travail effectué en groupe et les perspectives que leur donnent une reprise de confiance en soi.

Un deuxième temps plus institutionnel a permis d'aborder les difficultés administratives et financières des Missions Locales à mettre en place ce dispositif. Point de satisfaction, les remarques faites à la ministre et à son cabinet, ont permis l'allègement de la procédure pour laisser plus de place à l'accompagnement.

Un moment institutionnel riche et passionnant.



LES FORUMS

La Mission Locale Sud-Gironde met à disposition de son public une large palette d'outils permettant de travailler sur les champs de l'orientation, de la formation et de la mise à l'emploi.

Nous avons l'habitude avec nos partenaires de partager l'élaboration et l'animation de ces temps forts de la prise en compte collective de l'insertion.

Ces forums mettent en synergie les dynamiques locales portées par les collectivités qui ouvrent très largement leurs portes à ce type d'initiative.

C'est sans compter que les divers organismes paritaires ou institutionnels investissent également leurs moyens d'actions dans ces temps forts.



- Forum des Métiers Lycée des métiers : 35 jeunes participants
- Olympiades des métiers : 6 jeunes
- Forum viticulture Cérons : 15 jeunes
- Forum viticulture Sauveterre: 19 jeunes



GARANTIE JEUNES

La Garantie Jeunes est un dispositif d'accompagnement global dont l'objectif est l'autonomie sociale et professionnelle. Mis en œuvre par la Mission Locale du Sud-Gironde depuis septembre 2015, ce dispositif s'est vu renforcé en 2016 avec l'organisation de 9 cohortes pour 124 jeunes du territoire.

PREMIERS RÉSULTATS GARANTIS

Les 3 cohortes entrées en 2015 sont sorties du dispositif.

Sur les 39 jeunes ayant participé, 5 n'ont pas fini le parcours, 4 pour démission et 1 pour sanction.

Sur les 34 jeunes restants, 5 sont entrés en formation qualifiante, 2 ont cumulé 80 jours de mise en emploi, 9 ont trouvé un emploi dont 1 CDI et 3 Contrats d'Avenir soit, **un taux de 47% de réussite.**

LA GARANTIE JEUNES EN 2016

Accompagnés par une équipe de 3 conseillers et d'une assistante administrative, les jeunes bénéficient de nombreux ateliers proposés par les conseillers et des partenaires.

Fort de l'expérience lors de la mise en œuvre en 2015, le contenu de la période collective a été enrichi par de nouveaux ateliers.

Dans le but de découvrir la culture et le patrimoine, un partenariat avec l'association Adichats de Villandraut a permis aux jeunes de découvrir la taille de pierre et de visiter le château.

Pour améliorer l'employabilité, il a été proposé aux jeunes un atelier «image de soi» afin d'améliorer leur présentation lors de leurs futurs entretiens d'embauche.

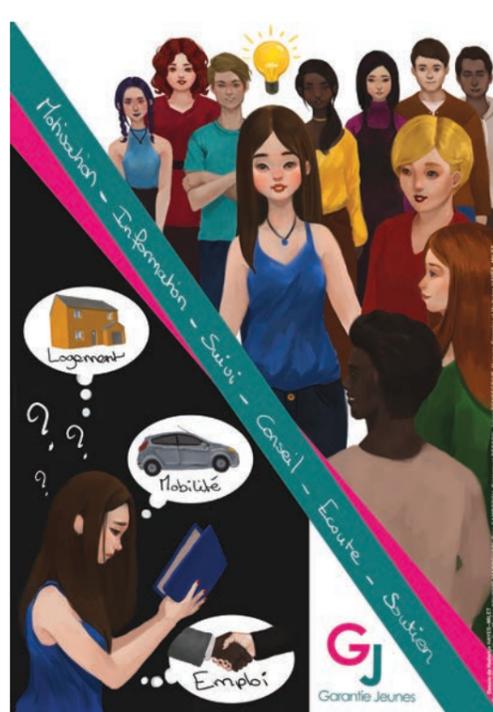
Dans le cadre d'un partenariat mis en place avec différentes agences d'intérim «Mission Jeunes», certaines cohortes ont eu la chance d'être parrainées par des employeurs. En effet, les responsables des agences de travail temporaire CRIT, ADECCO,..... sont venus à la rencontre des jeunes. Ces partenaires ont partagé leurs expertises par le biais de simulation d'entretien, d'échanges et de visites d'entreprises.

Les ateliers de 2015 ont été reconduits et les jeunes ont pu bénéficier des interventions de nos partenaires sur le logement et la santé (Siphem, Resaida). Les formations aux premiers secours (PSC1 et SST) ont été réalisées par l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers et ont connu un grand succès auprès de nos jeunes. Parmi les autres ateliers reconduits, il est à noter le fort intérêt déclenché par l'équitation comportementale. Parce que l'accompagnement des jeunes est global et que la Mission Locale Sud-Gironde estime qu'une activité physique peut contribuer à remobiliser les jeunes, ils ont participé à 2 séances sportives par cohorte. Un partenariat avec le club « Functional fitness » a permis d'encadrer ces séances par des professionnels.

Des ateliers dédiés pendant les inter-cohortes autour de l'éco-citoyenneté. Plusieurs temps avec des jeunes venus de différents groupes ont été réalisés avec l'USSGETOM et l'association L'Auringleta :

- Etre éco-consommateur
- Valoriser ses bio-déchets au jardin
- Faire ses produits au naturel

Et toujours, des moments de complicité pour emmener nos jeunes vers la réussite.



ENTENDU EN GJ

« *Le travail a des racines amères mais donne des fruits sucrés* » Julien, conseiller GJ

« *J'ai rencontré des inconnus, je quitterai des amis* » Jeune GJ

« *Seul, on va plus vite, avec la Garantie Jeunes, on va plus loin* » Jeune GJ



GARANTIE JEUNES

LA FORMATION PROFESSIONNELLE

254 entrées
218 stagiaires

La Région Nouvelle-Aquitaine s'attache à élever le niveau de qualification des personnes et notamment celui des jeunes les plus éloignés de l'emploi, par la construction de parcours individualisés de formation pour favoriser une insertion durable.

La Région Nouvelle-Aquitaine développe et structure, chaque année, une offre de formation sur l'ensemble du territoire.

DONNÉES SIGNIFICATIVES 2016 :

- 17% d'augmentation d'entrées en formation.
- Augmentation de 13% du nombre de jeunes intégrant un parcours de formation professionnelle.
- 54 % des jeunes sont des hommes.
- 59% des stagiaires de la formation professionnelle sont dans la tranche d'âge « 18-21 ans » et 32% d'entre eux ont entre 22 et 25 ans.

→ 65% des jeunes ayant suivi une formation en 2016 sont peu ou pas qualifiés : niveau V et infra.

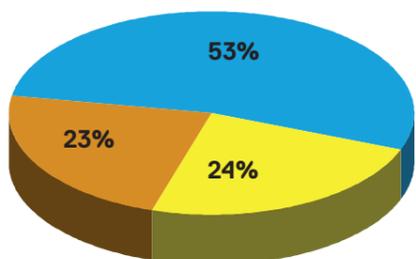
→ 53% des entrées en formation concernent des actions infra-qualifiantes (GFE 21 : Elaboration/Validation de projet professionnel, réaliste et réalisable) avec 30% des stagiaires qui ont un niveau VI - V Bis.

→ 66% des jeunes qui suivent une action qualifiante ont un niveau de qualification supérieur ou équivalent au niveau V.

→ 21 263,50 € ont été attribués à 13 jeunes suivis par la Mission Locale Sud-Gironde, sous forme de chèque qualification, pour le cofinancement d'une formation professionnelle, dont 1 620 € abondés par le FPSPP 2016.

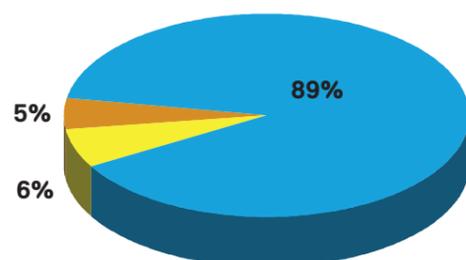
→ 17 bilans d'accès à la qualification ont été réalisés en 2016 et ont ainsi permis aux jeunes de définir un projet professionnel, de faire le point sur leurs compétences à la fois personnelles et professionnelles en vue d'engager un parcours d'accès à la qualification.

Répartition des 254 entrées par type



- 53 % - Action infra-qualifiante
- 24 % - Action Qualifiante
- 23% - Action pré-qualifiante

Actions financées par la Région Nouvelle Aquitaine



- 89 % - PRF - Actions structurelles et subventionnées
- 6 % - Bilan d'accès à la qualification
- 5 % - Chèque régional «Qualification Jeunes»

LE CONSEIL EN ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

La loi du 5 mars 2014, relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, a introduit le CEP comme un **nouveau droit effectif depuis le 1^{er} janvier 2015 pour tous les actifs à partir de 16 ans.**

Les Missions Locales sont un des cinq opérateurs de la mise en œuvre du Conseil en Evolution Professionnelle avec Pôle emploi, APEC, Cap Emploi et FONGECIF/OPACIF.

Le Conseil en Evolution Professionnelle est une **mesure d'accompagnement gratuite et personnalisée des projets professionnels.** Il a pour ambition de favoriser l'évolution et la sécurisation du parcours professionnel des personnes actives.

Il est décomposé en 3 phases :

- La première dite « **accueil individualisé** »
- La deuxième phase « **conseil personnalisé** »
- La troisième phase « **accompagnement personnalisé vers la mise en œuvre du projet** »

La première phase s'adresse à l'ensemble des actifs quels que soient leur statut, leur situation et leur âge, de l'entrée dans la vie active jusqu'à la retraite.

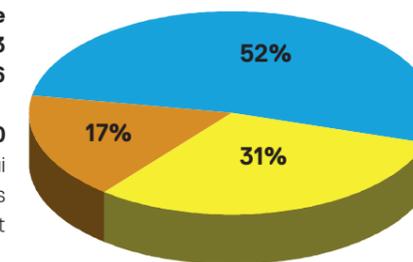
La Mission Locale est ainsi amenée à recevoir **des adultes, des salariés** pour une information ou un conseil sur l'emploi, la formation ou le projet professionnel, missions qui nous sont confiées dans le cadre du Service Public Régional de l'Orientation (SPRO).

Cependant, **la Mission Locale n'assure la mise en œuvre des phases 2 et 3 qu'auprès du public de moins de 26 ans.**

Cela représente en 2016 **plus de 13 000 propositions** dans l'offre de service qui ont été mobilisées par les conseillers dans les thèmes accès à l'emploi, formation et projet professionnel.



13 235 propositions



- 52% - Accès à l'emploi
- 31% - Projet professionnel
- 17% - Formation



ACCORD LOCAL DE PARTENARIAT PÔLE EMPLOI / MISSION LOCALE

Acteurs incontournables du Service public de l'emploi, la Mission Locale et le Pôle-emploi poursuivent leur collaboration institutionnelle et opérationnelle.

Il convient au travers de cet accord de mettre en commun la capacité des deux opérateurs à mobiliser leur offre de service afin d'**accompagner au mieux les jeunes du territoire à intégrer le monde du travail.**

Ce partenariat cible également les entreprises locales qui trouvent au Pôle emploi et à la Mission Locale des ressources leur permettant de répondre à des besoins de recrutement, d'adaptation au poste de travail, tout comme l'accompagnement au montage de mesures de promotion de l'emploi (CUI CAE/CIE Emploi d'avenir).

La poursuite du travail de délégation dans le cadre du PPAE démontre s'il en était besoin **la complémentarité de nos offres de services.**

En 2016, ce sont au total **371 jeunes** qui ont pu se voir offrir un accompagnement par la Mission Locale en raison de problématiques particulières qui ont nécessité la mise en œuvre d'un parcours d'insertion par paliers.

A noter qu'au cours de l'année 2016, **les jeunes 16/25 ans représentent 1965 personnes soit 15,6% de la DEFM.** On note une inflexion de -0,9% du nombre de DE jeunes en 2016.

Nous avons pu, au cours du premier semestre, poursuivre les ateliers permettant aux jeunes de déterminer le type de suivis adapté à leur situation.

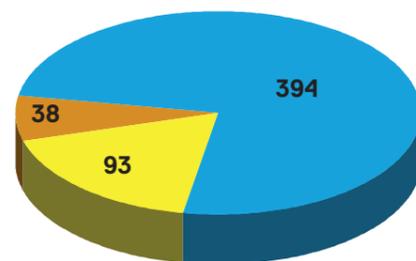
Désormais, ce sont les conseillers de Pôle emploi, particulièrement informés de notre offre de service et de sa pertinence, qui valident l'orientation des jeunes vers la Mission Locale Sud-Gironde.

A souligner que le financement de Pôle emploi vient appuyer l'action de la Mission Locale sur l'ensemble de ses initiatives.

255 nouvelles orientations ont ainsi été faites par le Pôle emploi au cours de l'année 2016, élevant notre portefeuille total de jeunes inscrits à accompagner à 371 jeunes.

- 2 151 entretiens ont été menés auprès de ces jeunes.
- 3 709 propositions ont été faites par les conseillers référents, dont 41% issues du thème « Accès à l'emploi » et 40 % des thèmes « Projet professionnel » (source i-milo).
- 76% des jeunes ont eu des réelles opportunités d'emploi, d'entrées en formation professionnelle et d'immersions en entreprise.

525 entrées en situation
Emploi-Formation en
2016 pour 258 jeunes



- 394 - Emploi dont 41% CDD, 27% CDD Intérim et 14% CDD Saisonnier
- 93 - Formation dont 74% dans le cadre du PRF
- 38 - Immersion en entreprise



ESPACES MÉTIER AQUITAINE



Mis en place sous l'impulsion d'Aquitaine Cap Métiers, les Espaces Métiers Aquitaine (EMA) sont des **espaces intégrés de conseils et de ressources** au service de toutes les personnes recherchant des informations et/ou un appui personnalisé pour toutes les questions de la vie professionnelle et particulièrement pour le choix d'un métier, d'une formation, d'une reconversion, d'une création d'activité...

S'adressant tout aussi bien **aux scolaires, aux jeunes, aux demandeurs d'emploi, aux salariés, aux familles, aux employeurs**, ce dispositif territorial d'accueil et d'information a pour mission principale de développer la connaissance sur les métiers, d'optimiser les mécanismes d'orientation professionnelle et de rendre plus lisible l'offre de service du territoire.

SERVICE CIVIQUE



La Mission Locale Sud-Gironde a recensé 29 jeunes ayant réalisé un Service Civique au cours de l'année 2016, dont deux sont partis en service civique international (au Portugal). Certains partenaires ont contacté la Mission Locale pour faire la promotion de leurs recrutements, tels qu'Adichats, Uniscité, ou encore l'Association Familles Laïques.

Pour rappel, le Service Civique permet à un jeune de 16 à 25 ans de s'engager sur plusieurs mois (entre 6 et 12 mois) pour réaliser des missions d'utilité sociale.

Leurs missions peuvent se développer autour de thèmes tels que : la solidarité, l'environnement, la culture et les loisirs, l'éducation pour tous, la santé, le sport, le développement international, l'aide humanitaire, etc...

En contrepartie de cet engagement, le volontaire reçoit une rémunération de 467,34 euros de l'Etat et potentiellement 106,31 euros (en nature ou en espèces) de l'association qui supervise sa mission.

Si vous souhaitez accueillir un volontaire dans votre structure, vous avez deux possibilités : bénéficier d'un agrément collectif d'une union ou d'une fédération d'associations ou d'accueillir un volontaire mis à disposition par un organisme agréé. Sur notre territoire, Cap Solidaire bénéficie d'un agrément pour vous permettre d'accueillir un volontaire en traitant notamment le volet administratif. Travaillant auprès des jeunes, il était normal que la Mission Locale soit elle-même accueillante d'une mission de service civique.

Ayant un besoin de développement de l'aspect communication de la structure, c'est naturellement que nous avons offert une mission à Florent, jeune sud-girondin, qui a, au cours des six mois passés en structure, animé le site internet institutionnel, la page Facebook et aidé à l'élaboration des supports de communication de l'association.

Florent a également œuvré avec les jeunes de la Garantie Jeunes en accompagnant les diverses sorties et en réalisant des reportages photos mettant en valeur le travail collectif des divers groupes.

Il est à noter que l'association Cap Solidaire a particulièrement favorisé l'intégration de ce jeune autant par le travail administratif, de formation, que par la réalisation du suivi et de l'accompagnement.

Un réel plus pour les collectivités et association du Sud-Gironde.

Une nouvelle mission devrait voir le jour en 2017, toujours sur le même registre.



MOBILITÉ

CHIFFRES CLÉS 2016

- Demandes de Cartes Horizon (bus) montées par la MLSG : **89**
- Demandes de Cartes Sésame (train) instruites par la MLSG : **101**
- Locations de scooter à la MLSG : **28** jeunes avec un parc de 8 scooters
- Locations de voitures avec Inserméca : **3 jeunes pour 6 mois de location**
- Aides au financement du permis AM (deux roues) :
 - **2 accords** d'un montant total de 480 euros dans le cadre du FIPJ Mineurs (CIVIS)
 - **FDAJ : 2 demandes** ont été accordées
- Aides au financement du permis B (voiture) :
 - **Pass' Conduite : 35 demandes** accordées sur 4 commissions d'un montant total de 19 666 euros.
 - **Pôle emploi : 8 demandes accordées** pour un montant potentiellement mobilisable de 9 600 euros
 - **FDAJ : 4 demandes** ont été validées
 - **La municipalité de Langon a soutenu 4 projets de permis B**
 - **Dans le cadre du CIVIS, 10 permis B** ont été cofinancés pour un montant total de 2 430 euros, et 1 jeune a mobilisé 300 euros pour financer son permis B avec le soutien du FIPJ Mineur
 - **Les aides individuelles pour les bénéficiaires du RSA : 750 euros** ont été accordés pour financer l'achat d'un deux roues, 4 052 euros ont été attribués au financement de 3 permis B, dont deux parcours avec l'auto-école sociale BCP.

NOUVEAUTÉS



T-CAP



La Plateforme Mobilité T-CAP fait partie de Cap Solidaire et est devenue opérationnelle dès novembre 2016. Elle dispose d'un centre de ressources ouvert à tous publics, qui **rassemble l'offre de service des transports en commun en Sud-Gironde.**

Elle est **née à la demande du Département** face aux besoins de diagnostic précis des demandes de financement aux permis, avec un financement du Fonds Social Européen. Cette structure a pour objectif d'accompagner le parcours mobilité des personnes rencontrant des difficultés pour se déplacer sur le territoire Sud-Gironde.

L'accompagnement par T-CAP est accessible sur prescription (MDSI, CCAS, Pôle emploi, Cap Emploi, Mission Locale, SIAE). Les phases de l'accompagnement sont les suivantes : diagnostic mobilité, préconisations d'actions, et proposition d'accompagnement tout au long de la mise en œuvre du parcours mobilité.

Une participation potentielle à des ateliers collectifs peut venir compléter l'offre de service et optimiser le développement des capacités de mobilité, à des fins professionnelles mais aussi sociales et culturelles.

Des liens réguliers avec les prescripteurs sont assurés régulièrement pour suivre l'avancée du projet du bénéficiaire et pour évaluer la pertinence de la sollicitation d'une aide à la mobilité.

AIDE AU FINANCEMENT DU PERMIS B

Avec la fusion des régions, **l'aide au financement du Permis B a changé : le Pass' Conduite a disparu au bénéfice de l' « Aide au financement du permis B » de la Région nouvelle Aquitaine.**

Depuis l'automne 2016, les critères ont été modifiés, l'aide s'adresse désormais :

- Aux jeunes qui ont validé, dans l'année qui précède leur demande, un CAP, un CAPA, un Baccalauréat Professionnel, un Baccalauréat Professionnel Agricole, ou une mention Complémentaire d'Aide à Domicile.

- Aux jeunes issus d'une formation de niveau IV et Infra qui sont, au moment de leur demande, inscrits dans un parcours de formation financé par la Région et suivis par une Mission Locale.

- Aux jeunes scolarisés en première année dans un EREA.

Pour connaître les critères et modalités afin de bénéficier d'aides à la mobilité : rendez-vous sur la page internet de la MLSG et rapprochez-vous de votre conseiller.



Légende



Location ou prêt de véhicules. En savoir + : www.mslg.fr/les-aides-a-la-mobilite



Lignes de bus TransGironde + lignes spécifiques "à la demande"
En savoir + : <http://transgironde.gironde.fr>



Aire de covoiturage. En savoir + : <http://covoiturage.transgironde.fr/>



Bouger, c'est permis ! Auto-école sociale.



Plateforme Mobilité T-Cap.

En savoir + : www.capsolidaire.org/La-plateforme-de-mobilite-T-CAP

BILAN FDAJ



Le Fonds d'Aide aux Jeunes, placé sous l'autorité du Président du Conseil Départemental, est destiné à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficultés âgés de **18 à 25 ans** révolus qui entament ou poursuivent un processus d'insertion et qui ne peuvent bénéficier d'autres aides liées à leur situation spécifique.

Le Fonds d'Aide aux Jeunes intervient sous forme d'aides financières ponctuelles pour répondre à un besoin précis.

Le montant de l'aide accordée varie en fonction des ressources. Sont prises en compte les ressources et les charges incombant au jeune et/ou à ses parents.

Ce montant varie également en fonction de son projet.

Cette année encore, le Conseil Départemental, pour faire face aux difficultés de déplacements et faciliter la mobilité des jeunes, a maintenu son aide financière au permis B.

4 jeunes ont pu ainsi en bénéficier.

Des kits hygiène sont toujours mis à disposition.

Comme en 2015, les aides ont été délivrées pour couvrir les besoins de subsistances afin de répondre à une situation d'urgence ou de rupture ainsi que des aides pour compenser les frais liés au transport pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes.

LES AIDES INDIVIDUELLES

91 dossiers déposés en 2016.

Le montant global des aides attribuées s'élève à **32 524 €uros**, soit une moyenne de 357 €uros.

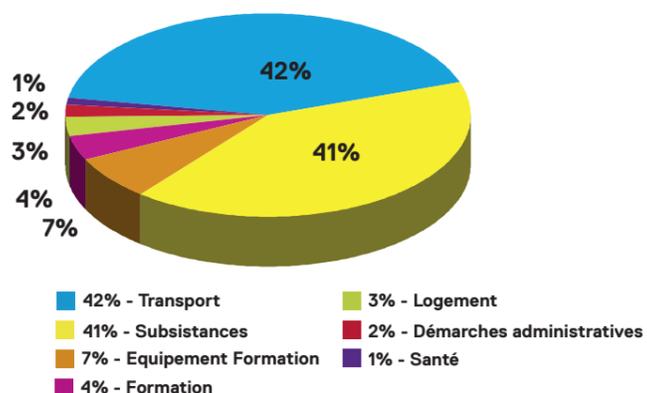
Moyenne d'âge : 21 ans

CAP J

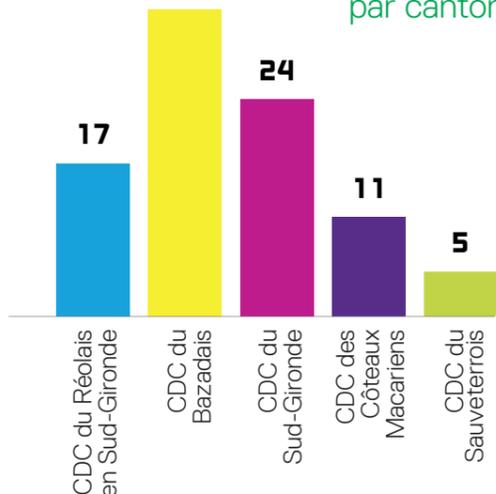
Contrat d'Accompagnement Personnalisé pour les Jeunes

7 dossiers ont été déposés : 2 rejets, 5 acceptés pour un total de 2 750 €

Motif des demandes



Nombre de dossiers par canton



LE REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE

469 CER PRO signés depuis 2011.

Le RSA est une allocation financière qui s'appuie sur la notion de garantie de revenus. Elle apporte soit un complément de revenus aux personnes en situation d'emploi précaire ou ayant une faible rémunération, soit une garantie de revenu minimum aux personnes privées d'emploi.

La loi prévoit un droit à l'accompagnement pour tous les allocataires du RSA. Toutefois, seuls les bénéficiaires du RSA socle et leur conjoint, ont une obligation d'accompagnement social ou professionnel.

Le Conseil Départemental de la Gironde, via le Pôle Territorial de Solidarité Sud-Gironde (PTS), nous oriente des bénéficiaires du RSA, âgés de 18 à 24 ans révolus, avec un projet d'insertion professionnelle.

Selon la logique des droits et devoirs, l'accompagnement passe par l'élaboration d'un Contrat d'Engagement Réciproque PROfessionnel (CER PRO) entre le référent (conseiller de la Mission Locale) et le bénéficiaire du RSA. Le CER PRO, conclu sur une période d'une année, précise ainsi les démarches d'insertion professionnelle que le jeune s'engage à accomplir.

Lors des rencontres mensuelles, le référent peut mobiliser les prestations de droit commun ainsi que la Bourse Départementale d'Insertion (BDI) et les aides individuelles, prestations financées par le Conseil Départemental, qui sont nécessaires pour lever les freins : permis, réparation véhicule,...

→ **7 jeunes ont ainsi pu bénéficier d'un soutien financier** au travers de ces aides en 2016 pour un montant total de 7 916 euros, soit une moyenne de 1 131 € par bénéficiaire. En cas de non-respect des engagements, le bénéficiaire s'expose à des sanctions.

L'ESSENTIEL 2016

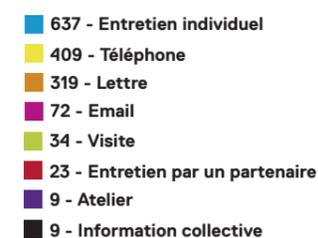
157 jeunes ont été présents dans le dispositif du RSA sur la période :

- 57 premiers CER PRO
- 46 renouvellements
- 6 réorientations
- 43 demandes de passage en EPC (Equipe Pluridisciplinaire Centrale)

Une participation mensuelle de la Mission Locale s'est organisée autour des différentes instances de coordination du dispositif, animées par le PTS à l'échelle locale, comme les Equipes Pluridisciplinaires Territoriales (EPT) et les Espaces Ressources Insertion (ERI).

Des rencontres partenariales avec le Conseil Départemental, le PTS, les Maisons Départementales d'Insertion (MDSI), le Pôle emploi sont nécessaires pour une articulation lisible et qualitative des dispositifs dans la mise en œuvre du dispositif RSA.

Répartition des actualités



Propositions par thèmes



CHIFFRES CLÉS 2016

- 70% du public est féminin
- 94% des jeunes ont un niveau de qualification V ou infra
- 62% des jeunes sont dans la tranche d'âge « 22-25 ans »
- 80% des jeunes bénéficiaires du RSA orientés à la Mission Locale ont au moins un enfant à charge
- 27% d'entre eux sont des jeunes femmes en situation familiale « célibataire avec enfant(s) »
- 53% des jeunes bénéficiaires du RSA sont repérés comme « mobiles » dont 41% sont titulaires du permis B.
- 96 situations d'emploi (dont 92% de CDD) et 19 entrées en Formation Professionnelle (dont 21% sur des actions qualifiantes).**

- 42% des événements (au sens Imilo) se sont déroulés en « entretiens individuels »
- 36% des propositions dans l'offre de services ont concerné le thème « Accès à l'emploi »



SERVICE LOGEMENT

Le SIPHEM intervient auprès du public de la MLSG depuis 2006, en proposant un service dédié au logement des jeunes, fruit d'un partenariat entre le SIPHEM, ses collectivités adhérentes et la MLSG, qui se traduit par des permanences délocalisées à Langon et Bazas et un accueil permanent à la Maison de l'Habitat et de l'Énergie.

Le service logement est **un lieu d'accueil, d'information et d'orientation pour les jeunes (suivis ou non par la MLSG) en recherche de logement ou en recherche d'une réponse aux questionnements sur la thématique du logement.**

Il offre notamment des informations très larges sur l'accès et le maintien dans le logement (droits et devoirs des locataires et des propriétaires, aides et dispositifs mobilisables, appui à la constitution des dossiers administratifs...)

Il propose également un suivi des situations et un accompagnement personnalisé dans la prise de décision et de possession des logements (états des lieux, budget...) Il permet aussi la mise en adéquation de l'offre et de la demande locative et le cas échéant l'orientation vers les services compétents.

CHIFFRES CLÉS EN 2016

- 244 RDV sur les différentes permanences (Langon, Bazas, La Réole)
- 175 jeunes accueillis
- 125 ménages en demande de logement
- 54 ménages relogés
- Animation de 9 ateliers logement dans le cadre de la Garantie Jeunes



PEP'PSY

Depuis 18 ans, le PEP'PSY (Point d'Écoute et de Prévention Psychologique) reçoit des jeunes, en souffrance psycho-sociale ou psychique, orientés par la Mission Locale du Sud-Gironde.

C'est le service de prévention en Santé Mentale du Centre Hospitalier de Cadillac qui met à disposition deux psychologues (Mme Mercadet Céline et Mme Corraze Myriam) et un infirmier spécialisé (M. Fanchon Bruno) pour écouter, soutenir, voire orienter vers le soin des jeunes accompagnés dans des démarches d'insertion professionnelles par la Mission Locale.

Le rôle de ces trois professionnels est « **de lever les freins psychologiques** » des jeunes pour faciliter leurs démarches d'insertion.

Ils interviennent deux demi-journées par semaine pour M. Fanchon et une demi-journée pour chacune des deux psychologues.

Ils échangent également avec les conseillers en insertion sur les situations problématiques dans le cadre de réunions, ils évaluent le fonctionnement de ce service et le réajustent lors d'un comité de pilotage annuel et inter-structurel.

En 2016, **50 jeunes ont été accueillis**, à leur demande ou sur proposition de leur conseiller (80% de femmes et 20% d'hommes)

- 28 jeunes ont été reçus à Langon, 13 à La Réole et 9 à Bazas.
- 134 entretiens individuels ont été assurés par le Pep'Psy.

Les principales problématiques rencontrées sont le manque de confiance en soi, la baisse d'estime de sa personne, la grande difficulté à gérer ses émotions, la tristesse de l'humeur et des troubles de l'adaptation (mise en danger de sa personne, conduites addictives), souvent en lien avec des situations familiales et sociales compliquées.



POINT RELAIS SANTÉ

Ce Point Relais Santé a pour objectif d'être à la fois :

- **Un lieu d'écoute** (en terme de mal être, de souffrance, de problématiques santé visibles ou non identifiées) et de conseils (accès aux droits, orientations vers des partenaires et dispositifs spécifiques - comme le PEP'PSY par exemple-, soutien aux démarches administratives) au service des jeunes suivis par la Mission Locale.
- Un lieu qui **valorise et accompagne les jeunes vers l'accès à des bilans de santé.** (Centres d'Examen de Santé de la CPAM).
- Un dispositif qui a pour vocation de **s'articuler aux dynamiques locales partenariales** tout en s'inscrivant dans une logique de réseau. (Par exemple : Actions Collectives du P.R.S au sein des Organismes de Formation du SUD-GIRONDE dans le cadre des Plateformes d'Orientation)
- Un **appui technique** auprès de l'équipe des conseillers de la Mission Locale.

L'objectif du Point Relais Santé est donc d'**améliorer l'état de santé des jeunes en insertion** en facilitant leur accès aux droits, aux soins, à l'information et à la prévention.

RESAIDA (Réseau d'éducation pour la Santé - Sexualité, SIDA, Addictions, Violences) dans le cadre d'une convention avec la Mission Locale Sud-Gironde de LANGON, a mis à disposition son référent santé, David LUSSEAU, afin d'animer ce Point Relais Santé.

Ainsi, depuis plus de 6 ans, des permanences sont assurées au sein de la Mission Locale Sud-Gironde.

Voici ci-dessous, les lieux, les jours et les horaires de permanence du référent santé, David LUSSEAU:

- > **MLSG - Antenne de BAZAS (M.D.S.I.)**
un lundi sur 2 de 14h00 à 18h00
- > **MLSG. - Antenne de LA REOLE**
un mercredi sur 2 de 14h00 à 18h00
- > **MLSG. - LANGON**

Tous les jeudis (sauf exception) de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30



RESAIDA c'est quoi ?

Un **réseau pluridisciplinaire** composé de professionnels de la santé, de l'enseignement, du travail social...

Un **acteur de proximité** intervenant en Sud-Gironde et en Marmandais

Des **missions phares** :
- le développement de la **prévention**,
- l'**animation du réseau** autour de temps d'échange et de réflexion,
- l'**orientation** des personnes en difficultés vers les structures adaptées

Plus de **20 ans d'expérience** pour cette association créée en 1993



LE PRS 2016 EN CHIFFRES

- 232 jeunes ont pu bénéficier du Point Relais Santé
Parmi ces 232 jeunes :
- 52 ont été reçus au P.R.S.
- 63 ont bénéficié d'une action collective «Santé» - dans le cadre d'une plateforme d'orientation (INSUP Langon & La Réole, M.P.S. Langon, ORFIE Bazas).
- 117 inscrits sur le dispositif G.J. (Garantie Jeunes) ont bénéficié de l'orientation vers le Bilan de Santé

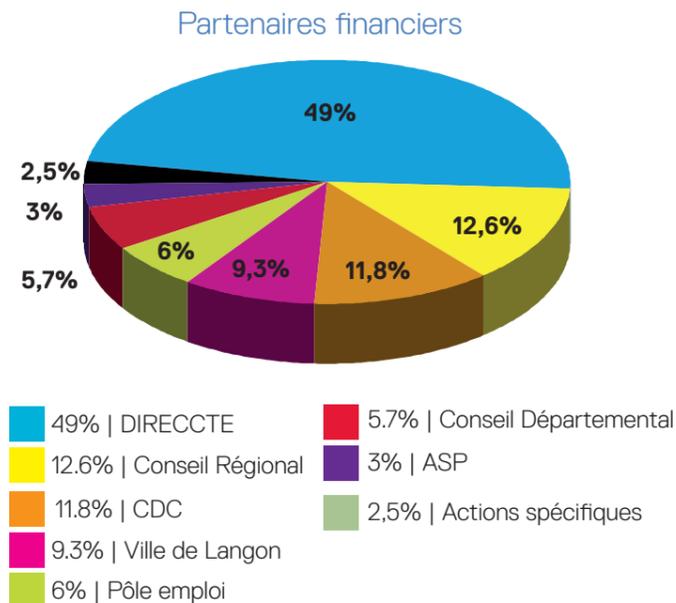
Parmi les jeunes ayant bénéficié du P.R.S. ; nous comptabilisons :

- 181 demandes de Bilan de Santé (dont 54 via un Organisme de Formation et 117 via la Garantie Jeunes)
- 31 accompagnements vers les services administratifs de la Sécurité Sociale (CPAM, MSA, et/ou aides au montage de dossiers PUMA et CMUC)
- 16 orientations vers le PEP'PSY (Point d'Écoute et Prévention PSYchologique)

- 13 orientations vers les Lieux Ressources Santé (comme le PASS par exemple) et/ou vers des services de soins (Addictions / Sexualité et/ou Autres problématiques Santé)

FINANCEMENTS

DIRECCTE	513 505 €
Conseil Régional ALPC	132 560 €
Communautés de Communes	123 728 €
Ville de Langon	96 933 €
Pôle emploi	62 662 €
Conseil Départemental	59 456 €
ASP	31 749 €
Actions spécifiques	26 500 €
TOTAL	1 047 093 €



OBJECTIFS

Forts de la poursuite de la mise en œuvre des politiques publiques particulièrement celles de la Garantie Jeunes et du Parcours d'Accompagnement Contractualisé à l'Emploi et à l'Autonomie, notre action sera tournée vers l'information et l'orientation des publics vers ces dispositifs.

L'affirmation des moyens d'action en direction des jeunes les plus fragiles et la volonté politique des élus de l'association d'imposer une présence de la Mission Locale en tous points du territoire animent cette année 2017.

APPRENTISSAGE

Afin de poursuivre dans une dynamique visant à favoriser et à développer l'apprentissage, l'action « *Mon marché de compétences* » inverse les normes en proposant aux jeunes non pas de candidater à une offre, mais bien d'intéresser un employeur à des opportunités, des compétences et un potentiel de développement. Cette action est menée de manière partenariale avec Pôle emploi et les chambres consulaires.

GARANTIE JEUNES

Le nombre de jeunes à entrer en dispositif en 2017 est égal à **161 jeunes**. Cette année verra une délocalisation des groupes sur les territoires de La Réole et Villandraut.

PACEA

(Parcours d'Accompagnement Contractualisé à l'Emploi et à l'Autonomie)

Il constitue le nouveau cadre contractuel unique de l'accompagnement des jeunes, à ajuster et graduer en fonction de la situation et des besoins de chaque jeune. Il pourra mobi-

liser, avec une plus ou moins grande intensité, différentes modalités d'accompagnement (collectif, individuel, mise en situation professionnelle...), les outils de la politique de l'emploi et de la formation, ainsi que toute action de nature à lever les freins périphériques à l'emploi.

ESPACE MÉTIERS D'AQUITAINE EMA

Un espace métiers relais à La Réole. Mis en place sous l'impulsion d'Aquitaine Cap Métiers, de la CDC du Réolais en Sud-Gironde et de la municipalité, l'Espace Métiers Aquitaine est un espace intégré de conseils et de ressources au service de toutes les personnes recherchant des informations et/ou un appui personnalisé pour toutes les questions de la vie professionnelle et particulièrement pour le choix d'un métier, d'une formation, d'une reconversion, d'une création d'activité...

S'adressant tout aussi bien aux scolaires, aux jeunes, aux demandeurs d'emploi, aux salariés, aux familles, aux employeurs, ce dispositif territorial d'accueil et d'information a pour mission principale de développer la connaissance sur les métiers, d'optimiser les mécanismes d'orientation professionnelle et de rendre plus lisible l'offre de services du territoire.

Il convient également dans cet espace d'accompagner les demandeurs d'emploi et les salariés à la mise en œuvre de leur Compte Personnel de Formation (CPF) dans le cadre du Conseil en Evolution Professionnelle (CEP).

DE NOUVEAUX LOCAUX POUR LE SIÈGE SOCIAL ZONE DE DUMÈS

Le projet consiste à intégrer de nouveaux locaux en faisant l'acquisition de l'ancien bâtiment Unedic situé zone de Dumès. Ce plateau technique de 400 mètres carrés permettra d'accueillir de plain-pied l'ensemble des salariés et des jeunes de la Garantie Jeunes. Près du Pôle emploi ce bâtiment répond à toutes les normes de sécurité nécessaires à l'activité de l'association. Fonctionnel et agréable il offre de réelles perspectives de développement.

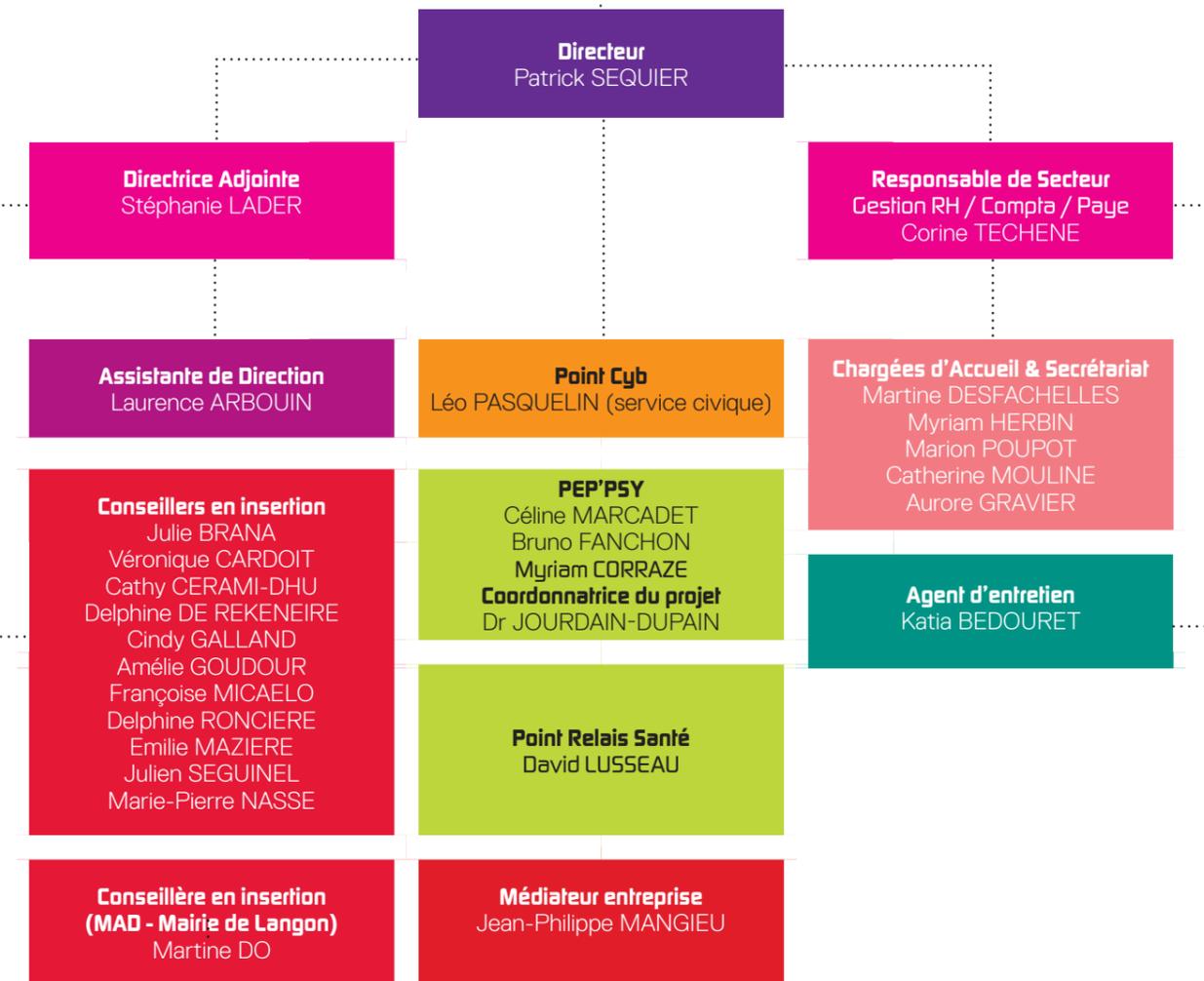
SANTÉ DES JEUNES : MON PROJET MAS@NTÉ

Dans le cadre de son point relais santé animé par l'association Résaida, la Mission Locale bénéficie pour 2017 du soutien de la Fondation Roche.

Il s'agit de maintenir et renforcer l'accès à la santé des jeunes usagers de la Mission Locale du Sud-Gironde, en poursuivant l'accueil individualisé et personnalisé des jeunes rencontrant des problématiques avérées ou sous-jacentes de santé physique ou mentale.

ORGANIGRAMME

BUREAU	PRÉSIDENTE Martine CANTURY	VICE-PRÉSIDENT Jean-Claude DUMENIL	VICE-PRÉSIDENT David LARTIGAU
TRÉSORIER Michel QUEILLE	TRÉSORIÈRE Adjointe Myriam BELLOC	VICE-PRÉSIDENT Luc SONILHAC	VICE-PRÉSIDENT Olivier DUBERNET
SECRÉTAIRE Joël CROS	SECRÉTAIRE Adjointe Marie-Georges PAGEL BROUSSE	Marie-Henriette GILLET	Gisèle LAMARQUE
Thierry GUIDOUX	Nathalie BIREAUD	Isabelle DEXPERT	



Patrick SEQUIER
Directeur



Stéphanie LADER
Directrice adjointe



Laurence ARBOUIN
Assistante de
Direction



Corine TECHENE
Responsable de
secteur



Katia BEDOURET
Agent d'entretien



Myriam HERBIN
Assistante
administrative GJ



Aurore GRAVIER
Assistante
administrative



Marion POUPOT
Chargée d'accueil



Cathy MOULINE
Chargée d'accueil



Martine
DESFACHELLES
Chargée d'accueil



Marie-Pierre NASSE
Conseillère



Amélie GOUDOUR
Conseillère
Garantie Jeunes



Julien SEGUINEL
Conseiller
Garantie Jeunes



Emilie MAZIERE
Conseillère
Garantie Jeunes



Cindy GALLAND
Conseillère



Julie BRANA
Conseillère



Delphine
DE REKENEIRE
Conseillère



Véronique CARDOIT
Conseillère



Cathy
CERAMI-DHU
Conseillère



Martine DO
Conseillère



Françoise MICAËLO
Chargée de Relation
entreprises et
apprentissage



Jean Philippe
MANGIEU
Médiateur
entreprise



Delphine
RONCIERE
Conseillère référente
Emploi d'Avenir

INDEX DES SIGLES

AAH	Allocation Adulte Handicapé
ADEFA	Association Départementale pour l'Emploi et la Formation en Agriculture
ALPC	Aquitaine Limousin Poitou-Charente
ALSH	Accueil de Loisirs Sans Hébergement
ANDML	Association Nationale des Directeurs de Mission Locale
ASP	Agence de Services et de Paiement
BCP	Bouger C'est Permis
BDI	Bourse Départementale d'Insertion
CCAS	Centre Communal d'Actions Sociales
CCI	Chambre de Commerce et d'Industrie
CCP	Certificat Capacité Professionnelle
CDC	Communauté De Communes
CDD	Contrat à Durée Déterminée
CDI	Contrat à Durée Indéterminée
CEP/CPF	Conseil en Evolution Professionnelle / Compte Personnel de Formation
CER PRO	Contrat d'Engagement Réciproque Professionnel
CFA	Centre de Formation des Apprentis
CIO	Centre d'Information et d'Orientation
CIVIS	Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale
CMA	Chambre de Métiers et de l'Artisanat
COM	Contrat d'Objectifs et de Moyens
CPO	Convention Pluriannuelle d'Objectifs
CUI CAE	Contrat Unique d'Insertion Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi
CUI CAEI	Contrat Unique d'Insertion Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi avec périodes d'Immersion
CUI CDD	Contrat Unique d'Insertion Contrat à Durée Déterminée
CUI CIE/ CIE STARTER	Contrat Unique d'Insertion Contrat Initiative Emploi
CV	Curriculum Vitae
DIRECTE	Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
EHPAD	Établissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes
EREA	Établissement régional d'enseignement adapté
FIPJ Mineur	Fonds pour l'insertion professionnelle des jeunes
FDAJ	Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes
FPSPP	Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels
GFE	Groupe Formation Emploi
GJ	Garantie Jeunes
MDSI	Maison Départementale de la Solidarité et de l'Insertion
MLSG	Mission Locale Sud-Gironde
NEET	Ni en emploi, ni en formation, ni scolarisé
OPCA	Organisme Paritaire Collecteur Agréé
PACEA	Parcours d'Accompagnement Contractualisé à l'Emploi et à l'Autonomie
PEP/PSY	Point d'Écoute et de Prévention PSYchologique
PMSMP	Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel
PPAE	Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi
PRF	Programme Régional de Formation
PRS	Point Relais Santé
PTS SG	Pôle Territorial de Solidarité du Sud-Gironde
PUMA	Protection Universelle Maladie
RESAIDA	Réseau d'Éducation pour la Santé: SIDA / IST/ Sexualité / addictions
RSA	Revenu de Solidarité Active
SIAE	Structures d'Insertion par l'Activité Economique
SIPHEM	Syndicat Intercommunal du Pays Haut Entre deux Mers
SPEP	Service Public pour l'Emploi de Proximité
SPRO	Service public régional de l'orientation
TRE	Techniques de Recherche d'Emploi
ZRR	Zone de Revitalisation Rurale



Mission Locale Sud-Gironde

44, cours Gambetta / 33210 LANGON
Fax 05 57 980 694

Un numéro unique : 05 57 980 980



www.mlsg.fr

Avec le soutien des collectivités locales du Sud-Gironde et en particulier des municipalités de La Réole et Langon.

